

La réponse capitaliste a échoué

Jean-Marie Harribey

Politis, n° 1915, 21 mai 2026

Récapitulons :

1) Depuis plus d'un demi-siècle, le capitalisme mondial est confronté à un problème de valorisation du capital, dont le symptôme majeur est un affaiblissement continu des gains de productivité du travail, avec pour conséquence une croissance jugée insuffisante de la rentabilité moyenne. La raison profonde en est la conjonction inédite d'une double dégradation : celle des conditions du travail, celui qui est à la source de production réelle de valeur, et celle des conditions d'accès aux ressources sur une planète dégradée, celles-là mêmes qui fournissent la matière sur laquelle s'exerce le travail.

2) La riposte de la grande bourgeoisie ploutocrate mondiale à ces tendances fut le néolibéralisme, inauguré pendant la décennie 1970, dont les maîtres mots étaient circulation sans entraves du capital, mise des États au service du respect de la concurrence des marchés et du droit des affaires au détriment de celui du travail, marchandisation du plus grand nombre possible d'activités, détricotant les services publics et privatisant les biens communs, et sauvetage des banques pour éviter la dévalorisation de leurs actifs.

3) Car le fer de lance de cette réponse néolibérale avait été la financiarisation de l'économie. Les avatars de celle-ci avaient amené régulièrement le monde au bord du collapsus : krach boursier général en 1987 et des valeurs technologiques en 2000, effondrement des subprimes immobiliers en 2007. Chaque fois, le krach venait des marchés de la dette privée au sein desquels les banques étaient tellement impliquées que l'arrêt du crédit asphyxiait les économies, obligeant les banques centrales à enfreindre temporairement leur orthodoxie monétaire. Le renforcement des fonds propres des banques (accord de Bâle III) pour mieux les réguler ressemblant à un sparadrap sur une plaie ouverte.

4) Une plaie qui s'élargit avec le développement accéléré du *private credit* (banque de l'ombre ou intermédiation financière non bancaire représentant la moitié des actifs financiers mondiaux). Il s'agit du crédit que des opérateurs privés s'accordent entre eux, échappant donc à toute régulation. Ce crédit n'est ni de la création monétaire, ni des obligations émises sur le marché. C'est de l'épargne placée directement auprès d'investisseurs, notamment ceux qui surfaient hier sur les logiciels et aujourd'hui croient aux promesses de l'IA à coups de centaines de milliards de dollars (comme OpenAI). Et cela avec des participations croisées des capitaux investis dans le numérique où leurs propriétaires s'achètent entre eux leurs services (exemple : Netflix et Amazon). Leurs profits viennent moins de leur propre production que de la captation de rentes sur les marchés redistribuant la valeur réelle.

5) Personne ne sait quelles seront les véritables possibilités offertes par la révolution numérique. À la première crainte, le moindre défaut sur les dettes correspondant au *private credit* dans lequel les banques sont immergées engendrera un rush sur la liquidité. On connaît la suite¹.

¹ Tous les journaux spécialisés, en particulier ceux inféodés à la finance capitaliste, s'alarment depuis quelque temps quotidiennement de la montée des taux d'intérêt, toujours annonciateurs d'un effondrement des titres obligataires, entraînant les autres. Voir *Les Échos* du 22 mai 2026 : « Hausse des taux : les dix questions qui

6) Une suite programmée car les mauvaises conditions sociales et matérielles de création de valeur pour le capital sont toujours là sous-jacentes : peu de gains de productivité du travail et ruée sur les matières premières sur fond de guerres et de délitement de la démocratie.

7) La réponse du capitalisme à ses propres crises a donc échoué, en dépit de sa tentation libertarienne actuelle. Mais la gauche le sait-elle ?²

angoissent les marchés ». Et les banques centrales sont sur le point de relever leurs taux directeurs à cause du risque d'inflation. On vous dira que c'est de la faute de la dette publique. Non de la dette privée. Voir en complément « Retour sur 2025 » sur ce blog, 11 février 2026 : <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2026/02/11/retour-sur-2025>. <https://blogs.mediapart.fr/jmharribey/blog/110226/retour-sur-2025>

² Ce texte a été publié dans *Politis*, n°1915, 21 mai 2026, sauf la note 1 ci-dessus.